

Texte du témoignage présenté par Richard Shimooka
devant le Comité permanent de la défense nationale
le 27 novembre 2020.

Richard Shimooka est agrégé supérieur à l'Institut Macdonald-Laurier, où il se concentre sur la sécurité internationale et les études stratégiques et militaires. Son témoignage s'appuie considérablement sur un [récent rapport de l'Institut sur la situation de la défense et de la sécurité après la pandémie de COVID-19](#).

Au cours de l'année dernière, la pandémie de COVID-19 a entraîné des bouleversements importants dans l'économie et la société canadiennes. À l'échelle internationale, on constate que la pandémie a accéléré un certain nombre de tendances de longue date et qu'elle a introduit plusieurs nouveaux défis. Au cours de la dernière décennie, nous avons été témoins de la fragmentation des arrangements politiques, économiques et militaires découlant de la Deuxième Guerre mondiale qui sous-tendaient un ordre international fondé sur des règles et qui étaient définis dans leurs derniers temps par la promotion de valeurs libérales telles que la liberté d'expression, la réduction de la pauvreté et la démocratie.

Cette époque semble révolue. Le consensus de l'après-guerre froide s'est effondré, en partie à cause de la vigueur croissante avec laquelle les acteurs nationaux défendent leurs intérêts dans les relations internationales. De grandes puissances comme la Russie, la Chine et l'Iran ont rejeté cet ordre dirigé par les États-Unis ou se sont efforcés de l'usurper. L'effritement du consensus de l'après-guerre froide s'est aussi produit chez de proches alliés, où le populisme et le nationalisme ont émergé comme une force puissante et perturbatrice. Leur croissance est imputée à divers degrés à la faiblesse historique de la confiance de la population envers les institutions gouvernementales, au déclin des perspectives économiques et à l'évolution rapide des sociétés. Des manifestations de ce changement sont l'élection de présidents populistes comme Viktor Orbán en Hongrie ou Jair Bolsonaro au Brésil et la popularité croissante du Mouvement 5 étoiles en Italie.

L'un des signes les plus évidents de cette ère naissante de concurrence entre les puissances mondiales se manifeste dans la sphère militaire. En effet, au cours de la dernière décennie, les grandes puissances militaires ont entrepris un effort de modernisation spectaculaire, qui comprend des augmentations de financement, des réorientations des structures des forces et la mise en œuvre de nouvelles capacités. L'ampleur des avancées technologiques distingue sans doute cette période des précédentes, et certaines percées, comme l'intelligence artificielle, auront des répercussions sur la nature même de la guerre.

Collectivement, ces nouvelles technologies ont augmenté la létalité et les moyens d'application de la force. Nombre d'entre elles représentent de vastes améliorations par rapport aux systèmes existants ou n'ont aucun analogue antérieur. Les développements technologiques ne sont pas strictement limités aux questions de cinétique militaire; ils affectent également nos systèmes politiques, économiques et sociaux, par exemple en ce qui concerne la cybercapacité. L'un des aspects les plus problématiques de cette réalité militaire émergente est peut-être l'absence de normes liées à ces nouvelles technologies, ce qui peut entraîner une plus grande instabilité. À titre d'exemple, la Chine, qui souhaite devenir le chef de file mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle d'ici 2030, n'hésite pas à mettre la main sur les nouvelles technologies pour y parvenir.

La pandémie de COVID-19 a miné davantage la confiance du public à l'égard des structures de gouvernance des États occidentaux, un fait exacerbé par les campagnes de désinformation que mènent des puissances étrangères. On le constate par les grandes manifestations et les troubles civils liés aux mesures de santé publique et la montée de mouvements violents d'extrême droite dans plusieurs pays.

De plus, les mesures économiques d'urgence que les États ont prises en réponse à la pandémie font en sorte que bon nombre d'entre eux se retrouvent avec des dettes énormes qui les amèneront à prendre des mesures d'austérité pendant des décennies, ce qui limitera leur capacité à résoudre des problèmes tant au sein de leur pays qu'à l'étranger. Ces problèmes sont particulièrement importants pour les pays en développement, qui sont moins bien équipés pour faire face aux conséquences économiques et politiques de la pandémie. Ils sont confrontés à un système commercial mondial affaibli et à un risque croissant de fragmentation politique en raison des mêmes forces qui ont des répercussions sur les pays développés.

Ainsi, au lendemain de la pandémie, de nombreux États axeront leurs efforts sur le redressement de leur économie et de leur société. C'est le cas de notre voisin du Sud, où la nouvelle administration Biden a déjà souligné qu'il lui faudrait se concentrer sur les questions nationales dès son entrée en fonction. Dans le discours de victoire qu'il a prononcé il y a quelques semaines, le président élu a affirmé avoir le projet de :

restaurer l'âme des États-Unis, rebâtir le pilier de la nation — la classe moyenne —, faire à nouveau des États-Unis un pays respecté dans le monde entier, et unifier les Américains. [TRADUCTION]

Au sujet des affaires étrangères, le président élu a été clair. Il estime que la diplomatie est un outil essentiel de la politique étrangère des États-Unis, et c'est quelqu'un qui collabore dans le cadre d'alliances et d'institutions internationales. Même si son administration exercera probablement un plus grand leadership que celle de son prédécesseur, cela signifie aussi que le Canada et d'autres alliés devront prendre en charge un fardeau de plus en plus lourd concernant la sécurité internationale, malgré le fait qu'ils ont les mêmes défis économiques et sociaux que les États-Unis. Parallèlement, ils seront moins en mesure de compter sur des institutions multilatérales qui ont souffert d'importants problèmes de légitimité et de crédibilité en raison de la pandémie. C'est une situation particulièrement flagrante en Europe, où l'accord de Schengen sur la libre circulation a été suspendu, mais qui touche aussi l'Organisation mondiale de la Santé et les Nations Unies.

Les Forces armées canadiennes (FAC) risquent d'être confrontées à des demandes plus importantes à l'étranger dans les années à venir, au fur et à mesure que les États faibles succomberont aux pressions centrifuges créées par le climat économique et politique difficile, et un plus faible nombre d'États développés seront désireux de participer aux efforts de stabilisation. La nature de ces conflits présente aussi des risques importants pour les FAC.

La prolifération de nouvelles technologies et de nouveaux moyens compliquera considérablement la capacité du Canada d'intervenir également. Le conflit dans le Haut-Karabakh montre la mesure dans laquelle des véhicules aériens sans pilote relativement simples peuvent avoir des conséquences décisives sur le champ de bataille. Leur faible coût est particulièrement préoccupant. L'Arménie et l'Azerbaïdjan sont des économies relativement modestes qui pourraient pourtant facilement s'offrir ces nouvelles capacités.

Par ailleurs, les FAC ne doivent pas seulement se préparer à des conflits dans lesquels les moyens sont modestes. Nous pouvons constater que, jusqu'à présent, la Chine a traversé la pandémie en meilleure position que la plupart des autres économies développées; elle affiche un taux de croissance économique positif pour l'année. Pendant ce temps, la Fédération de Russie a continué à jouer un rôle perturbateur sur la scène internationale, même si elle subit les effets de la pandémie. Ainsi, les problèmes que présente un conflit entre grandes puissances deviendront probablement de plus en plus préoccupants à mesure que la décennie avancera. Puisque les FAC n'ont pas encore de techniques efficaces pour combattre les nouveaux moyens utilisés, la capacité opérationnelle du Canada est discutable, même dans les milieux où la menace est faible.

Pour relever ces défis, les FAC doivent devenir de plus en plus agiles, surtout quant à la manière dont elles acquièrent et intègrent ces nouvelles technologies. L'énoncé sur la politique de défense de 2017, intitulé *Protection, sécurité, engagement*, est beaucoup trop rigide en cette époque où la

technologie évolue rapidement. Pour mettre en œuvre des décisions sur la structure des Forces, il fixe un budget et un échéancier de 20 ans fondés sur des prévisions qui risquent fort d'être désuètes dès le moyen terme. En outre, bon nombre de systèmes nécessitent des mises à jour rapides et fréquentes pour conserver leur capacité de combat, mais notre gouvernement n'est pas bien outillé pour le faire.

Le système d'approvisionnement lui-même est gravement ralenti par un système de surveillance trop réglementé qui cause des retards et des dépassements de coûts pour les projets. Ces problèmes sont exacerbés par le fait que les gouvernements qui se sont succédé ont considéré l'approvisionnement en défense comme un moyen de diriger l'argent du gouvernement vers d'autres intérêts au pays. Cela ne fait que retarder davantage les achats et gruger le budget de la défense. La tentation d'exploiter davantage l'approvisionnement en défense pour faciliter la relance économique sera particulièrement forte compte tenu des graves problèmes économiques auxquels le pays est confronté.

Rien de tout cela ne laisse entendre que le Canada devrait agir comme un policier mondial chaque fois qu'un conflit éclate. Cependant, la trajectoire des récentes tendances internationales, en particulier après la pandémie, donne à penser que le monde devient de plus en plus instable et qu'il pourrait être nécessaire de recourir aux forces militaires pour assurer la sécurité et la prospérité de ce pays. Les Canadiens doivent être lucides quant aux défis auxquels ils sont confrontés, et le pays doit disposer des outils qu'il faut pour les relever.